

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - RÉGIME APPLICABLE À  
L'IMPORTATION, À LA VENTE ET À LA  
DISTRIBUTION DES BANANES

Notification d'un appel des Communautés européennes présentée  
conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'  
d'accord sur les règles et procédures régissant  
le règlement des différends

La notification ci-après, datée du 11 juin 1997, adressée par les Communautés européennes à l'Organe de règlement des différends (ORD), est distribuée aux Membres. Elle constitue aussi la déclaration d'appel, déposée le même jour auprès de l'Organe d'appel, conformément aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, la Communauté européenne notifie sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, au sujet de certaines questions de droit couvertes par les quatre rapports du groupe spécial saisi de l'affaire Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes (WT/DS27/R dans les quatre versions).

La Communauté européenne demande que l'Organe d'appel examine un certain nombre d'erreurs de droit et certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial dans son rapport. Les erreurs de droit et interprétations du droit devant être examinées par l'Organe d'appel sont les suivantes:

- a) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en constatant que la demande d'établissement du Groupe spécial présentée par les plaignants était suffisante pour répondre aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.
- b) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en constatant que les États-Unis avaient le droit juridique d'avancer des allégations au titre du GATT ou un intérêt juridique à le faire.
- c) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'Accord sur l'agriculture et, en particulier, des articles 4:1 et 21:1 de cet accord et de leurs rapports avec le GATT, en particulier son article XIII.
- d) À titre subsidiaire: le Groupe spécial a commis une erreur dans son interprétation de l'article XIII du GATT, en particulier le paragraphe 2 d) (en ce qui concerne aussi bien l'attribution de parts par pays du contingent tarifaire que les règles de réattribution du contingent tarifaire prévues par l'Accord-cadre sur les bananes).

- e) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en statuant que le contingent tarifaire général applicable aux bananes et le régime préférentiel appliqué aux parties à la quatrième Convention de Lomé constituent un seul régime applicable à l'importation des bananes.
- f) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de la portée et du champ d'application de la dérogation accordée pour la quatrième Convention de Lomé et des obligations incombant à la CE au titre de cette convention.
- g) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'article X:3 a) en constatant que les règles relatives aux catégories d'opérateurs et aux fonctions auraient aussi dû être appliquées aux importations de bananes traditionnelles dans le cadre du régime préférentiel ACP.
- h) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'article 1:3 de l'Accord sur licences, en particulier pour ce qui est du rapport entre cet article et l'article X:3 a) du GATT.
- i) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'article III:4 du GATT concernant les règles de la CE relatives aux licences pour l'administration du contingent tarifaire, et plus particulièrement dans son interprétation de la notion de "possibilités de concurrence".
- j) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'article I:1 du GATT concernant les règles relatives aux fonctions et les licences d'exportation prévues dans l'Accord-cadre sur les bananes.
- k) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en admettant que le GATT et l'AGCS sont deux accords qui se recoupent mutuellement et en constatant que les mesures incriminées en l'espèce relèvent simultanément du GATT et de l'AGCS.
- l) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son application des règles relatives à la charge de la preuve, en particulier au regard de l'AGCS.
- m) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en appliquant rétroactivement l'AGCS au régime de la CE applicable aux bananes.
- n) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son interprétation de l'article II de l'AGCS, en particulier en voyant dans cet article des éléments concernant les conditions de concurrence, alors qu'il n'y en a pas.
- o) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans sa définition du champ de la catégorie "Services de commerce de gros" et dans l'application de cette définition.
- p) A titre subsidiaire: le Groupe spécial a commis une erreur de droit en constatant que les conditions de concurrence au sens des articles XVII et II de l'AGCS ont été faussées au détriment des fournisseurs de services des plaignants en ce qui concerne les prescriptions suivantes: règles relatives aux catégories d'opérateurs, règles relatives aux fonctions, licences d'exportation prévues dans l'Accord-cadre sur les bananes et certificats "tempête".
- q) Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en déterminant implicitement que des avantages des Etats-Unis au titre du GATT ont été annulés et compromis.

- r) Le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son obligation de procéder, conformément à l'article 11 du Mémoire d'accord, à une évaluation objective de l'affaire dont il était saisi, en ce qui concerne, entre autres, les points b), i), l) et q) ci-dessus.
- s) Le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son obligation d'interpréter l'Accord sur l'OMC et les Accords qui lui sont annexés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public au sens de l'article 3:2 du Mémoire d'accord, en ce qui concerne, entre autres, les points b), k) et m) ci-dessus.